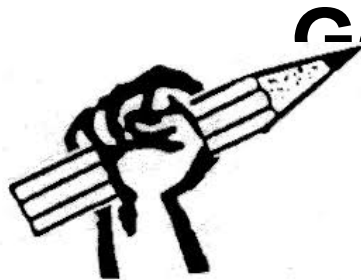


<http://sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article233>



**ÉCOLE PUBLIQUE EN
DANGER ! REUNION
PUBLIQUE Vendredi 7 mai à
Gennevilliers**



- EDUCATION EN LUTTE !
Date de mise en ligne : dimanche 4 avril 2010
- Archives 2007-2013

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

PLAN SOCIAL DANS L'EDUCATION NATIONALE

50 000 postes supprimés depuis 2007,

16 000 nouvelles suppressions en 2010

BAISSE DE LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT :

- des classes surchargées
- moins d'adultes pour encadrer les élèves
- des professeurs non remplacés
- des remplacements effectués par des étudiants, des personnels précaires, non formés, ou par des jeunes retraités de l'Education nationale
- suppression de la formation des enseignants : des stagiaires à temps plein devant les classes, sans aucune formation pratique
- REFORME DES LYCEES : DES ANNONCES MENSONGERES ET DES AMBITIONS SANS MOYENS :
- orientation sacrifiée
- un meilleur accompagnement des élèves impossible
- une formation au rabais dans toutes les filières

Pour en savoir plus, s'informer et débattre,

des enseignants de Gennevilliers et du nord 92, d'école primaire, de collège et de lycée vous invitent à une

REUNION PUBLIQUE

Vendredi 7 mai

à 18H30

à la bourse du travail de Gennevilliers

6 rue Lamartine, métro « Les Agnettes », ligne 13

QUELQUES UNES DES CONSÉQUENCES DE SES REFORMES SUR L'ÉCOLE PRIMAIRE :

- De moins en moins de remplacement : depuis le mois de Janvier, 25% des absences n'ont pas été remplacées à Gennevilliers. Les élèves sont alors répartis dans les classes et ne bénéficient pas d'enseignement ;
- La disparition des postes d'enseignants surnuméraires (qui permettaient aux élèves de travailler en plus petit

groupe, de monter des projets d'école) sur Gennevilliers, alors qu'ils étaient une spécificité des zones d'éducation prioritaire ;

- La suppression des postes des Réseaux d'Aides aux Elèves en Difficulté au niveau national et pour les postes encore existants, des collègues non spécialisés faute de place en formation.
- La formation des enseignants très fortement remise en question à travers la « Masterisation » : les titulaires du concours auront 8 semaines d'observation dans une classe, quelques semaines de formation théorique et pour les deux tiers restant de l'année seront placés sur des postes de remplaçants.

DANS LE SECONDAIRE

La formation des enseignants très fortement remise en question à travers la « Masterisation » : les titulaires du concours seront mis directement sur un poste à temps plein et seront remplacés par des étudiants lors de leurs stages.

- Une diminution des moyens dans les collèges et les lycées à travers la baisse des heures allouées. Cette diminution sera accentuée par la mise en place du projet Chatel dans les lycées :

La réforme des lycées : un aperçu

Un accompagnement personnalisé comme annoncé par le gouvernement ?

- HELAS, NON !

En fait, il ne s'agit pas de cours individuels, mais de 2 heures hebdomadaires réparties entre tous les élèves de la classe, pour monter des projets, au gré du temps, des envies..... Rappelons que pour cela nous voyons, dans le même temps et en échange, disparaître les 2 heures hebdomadaires de véritables Aides Individualisées en Mathématiques et en Français :

Petit calcul : 72 heures par classe sont allouées à ces « accompagnements » soit 72 heures divisées par 36 semaines = 2h par classe = (à 35 élèves par classe) 4 minutes par élève Un accompagnement sérieux non ?

Des filières rééquilibrées ?

NON, en fait, la suppression des heures d'enseignements spécialisés : perte de 3 heures pour les sciences en section scientifique, perte de 3 heures pour les littéraires en section littéraire.... Ne parlons pas des Sciences Economiques..... ou parlons-en, au contraire : une filière "qui marche", efficace et équilibrée, la filière SES que la "réforme" déstabilise et vise, en fait, à transformer en réduisant ses ambitions.

Des enseignements d'exploration multiples ?

Par bien des aspects, un véritable miroir aux alouettes (au sens où les promesses n'engagent que ceux qui les croient) : un lycée n'offre pas toutes les ressources. De plus, ces enseignements, réduits à 1h30 par semaine, ne

visent à aucune évaluation, le programme est un véritable fourre-tout, et tous les professeurs de toutes les matières confondues peuvent y intervenir. Quel savoir peut-on dispenser dans ces conditions ?

Cette réforme aura aussi pour conséquence : une mise en concurrence des établissements et un accroissement des inégalités, une orientation des élèves floue. Le gouvernement tente de faire passer la réforme en dissimulant la perte du nombre d'heures (donc de personnel) la première année, pour mieux les réduire les années suivantes, comme cela a déjà eu lieu avec la réforme des lycées professionnels.